

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 25

Juillet 2006

Editorial

Sous la coordination de DIAL et AFRISTAT, une série d'enquêtes 1-2-3 a été réalisée par les Instituts Nationaux de la Statistique dans sept capitales d'Afrique de l'Ouest (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou) entre 2001 et 2003. Par le biais de cette opération lourde de terrain peu commune pour un centre de recherche en économie du développement, DIAL – dans le cadre de son partenariat stratégique avec AFRISTAT – remplit sa triple vocation : produire des données de première main, là où elles font défaut, pour éclairer les politiques publiques ; participer au renforcement des capacités techniques et scientifiques des institutions du Sud ; développer une recherche de qualité sur les grands enjeux de développement.

Nous présentons ici une des études réalisées à partir de ces enquêtes, consacrée à l'analyse des effets de l'éducation sur le marché du travail et sur les revenus en Afrique de l'Ouest. Deux résultats majeurs se dégagent de cette étude :

- L'éducation, si elle ne constitue pas toujours un rempart contre le chômage, permet incontestablement d'obtenir des gains plus élevés sur le marché du travail, en particulier dans les secteurs formels privé et public. Contrairement au postulat selon lequel l'éducation serait plus rentable les premières années de scolarité, on observe que le rendement marginal de l'éducation croît avec le nombre d'années d'étude, le passage du secondaire au supérieur se traduisant notamment par un saut quantitatif très important du revenu.
- Même dans le secteur informel, le capital éducatif y compris à des niveaux élevés permet un accroissement substantiel des gains. Sachant que ce secteur a créé plus de 80 % des emplois urbains dans cette région au cours de la période récente, continuer à investir dans l'éducation supérieure et aider le secteur informel à absorber les plus qualifiés peut s'avérer être une stratégie payante à moyen terme pour l'essor de l'économie moderne en Afrique.

Ce premier semestre a été marqué par la présentation de 11 communications par les chercheurs de DIAL à la conférence du CSAE d'Oxford en mars dernier sur des thèmes divers : Commerce, Croissance, Inégalités, Education, Migration, Pauvreté et Travail, Investissement public/privé. Enfin, deux colloques seront co-organisés par DIAL au second semestre : « Institutions, développement économique et transition » dans le cadre des VIIèmes Journées scientifiques du réseau AED de l'Agence Universitaire de la Francophonie les 7 et 8 septembre prochains à Paris au siège de l'Institut de Recherche pour le Développement ; et « La pauvreté rurale à Madagascar » à Antananarivo du 15 au 17 novembre 2006.



DIALOGUE
est une publication
semestrielle de DIAL
éditée à 1.500 exemplaires
en français et en anglais.

Formule d'abonnement
gratuit disponible sur notre site
www.dial.prd.fr

Directeur de publication :
Jean-Pierre Cling
Rédactrice en chef :
Christine Rosellini
Mise en page :
Coryne Ajavon
Conception graphique :
www.iAntal.com
Impression :
Ateliers J. Hiver
N°ISSN : 1254-7182

GIE DIAL fondé par
l'Agence Française de
Développement et l'Institut
de Recherche pour le
Développement.
UR DIAL de l'Institut de
Recherche pour le
Développement.

MARCHE DU TRAVAIL URBAIN ET SECTEUR INFORMEL EN AFRIQUE FRANCOPHONE : L'ÉDUCATION EST-ELLE ENCORE RENTABLE ?

Paradoxalement, à l'heure où l'ensemble des politiques de développement est focalisé sur la réduction de la pauvreté, toute la mesure du rôle que pourrait jouer un meilleur fonctionnement des marchés urbains du travail en Afrique sub-saharienne (ASS) n'a pas été prise. Ce biais s'explique en partie par la concentration de poches de pauvreté en zones rurales. Pourtant, dans des pays en phase d'urbanisation accélérée, où le facteur travail est souvent le plus abondant et où, dans son immense majorité, la population, et tout particulièrement les pauvres, tire ses revenus du travail, la création d'emplois « décents » (pour reprendre la terminologie du Bureau International du Travail) en ville constitue un enjeu majeur pour l'avenir du continent. On assiste cependant dans ce domaine à une certaine prise de conscience au plus haut niveau politique comme en atteste la tenue du Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en septembre 2004 à Ouagadougou, ou encore le dernier rapport économique de la Commission économique pour l'Afrique justement consacré à cette question (ECA, 2005).

En fait, si la réflexion sur les marchés du travail urbain est aussi indigente en ASS, aussi bien sur le front des politiques que dans le champ de la recherche académique, c'est qu'aucun dispositif pérenne de suivi dans ce domaine n'est intégré dans les systèmes d'informations statistiques nationaux, à la différence d'autres continents où les enquêtes-emplois constituent un des piliers des statistiques sur les ménages. Conscient de ces lacunes, DIAL en partenariat avec AFRISTAT et les Instituts Nationaux de la statistique a coordonné et apporté son appui technique à la mise en place d'enquêtes 1-2-3, sur l'emploi, le secteur informel et la pauvreté dans les principales agglomérations de sept pays d'Afrique de l'Ouest, à la demande de la commission de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine). Au total, près de 100 000 personnes ont été enquêtées entre 2001 et 2003. Chacune des phases de l'enquête a fait l'objet d'un rapport national largement diffusé, tandis que les résultats comparatifs régionaux étaient publiés par l'UEMOA (2004a et 2004b). Sur le front méthodologique,

un numéro spécial de la revue *Stateco* a permis de tirer les enseignements de cette expérience (Brilleau, Ouedraogo et Roubaud, 2005). L'enquête a été étendue en 2004-2005 à deux autres pays (le Cameroun et la RDC), avec cette fois une couverture nationale, tandis que la série annuelle amorcée en 1995 dans la capitale malgache par l'INSTAT était reconduite jusqu'à ce jour.

Parallèlement, un certain nombre de travaux plus fouillés ont été entrepris dans le cadre de la préparation d'un ouvrage de référence sur l'analyse des marchés du travail urbain en Afrique francophone. Différentes thématiques, comme les déterminants de la migration régionale ou de la scolarisation des enfants ont déjà été traités tandis que d'autres sont en cours (segmentation, discrimination, etc.). La réalisation d'enquêtes identiques (plan de sondage, questionnaires) respectant les définitions internationales en la matière (activité, chômage, secteur informel, etc.) offre une perspective unique d'éclairage comparatif des données. Nous avons choisi d'illustrer le bien-fondé de cette approche et l'intérêt analytique des enquêtes réalisées par la présentation des principaux résultats d'une étude récente que nous avons menée sur le rôle de l'éducation formelle dans l'accès au marché du travail et la détermination des revenus (Kuepie, Nordman et Roubaud, 2006).

Si la valeur de l'éducation comme composante intrinsèque du développement et partant du bien-être des populations est réaffirmée avec force (à travers les Objectifs du millénaire pour le développement, l'initiative « Education pour tous », etc.), son efficacité économique est en revanche plus contestée. Or, la capacité à accroître la demande d'éducation dépend de manière centrale de l'appréciation des familles quant à sa rentabilité sur le marché du travail, soit sa capacité à procurer des emplois attractifs. Sur ce plan, le bilan des années passées est ambigu. L'idée d'un désajustement croissant entre formation et emploi s'est largement répandue. Le chômage des diplômés, alimenté par le blocage durable des recrutements dans la fonction publique et l'atonie du secteur privé formel, le sous-emploi massif, et l'inadaptation du système éducatif

aux besoins du secteur informel, et plus généralement la dégradation de la qualité de l'enseignement public sous la pression de contraintes budgétaires drastiques, constituent autant de facteurs qui tendent à dévaloriser l'investissement scolaire. L'éducation ne constituerait donc plus un rempart contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Afrique subsaharienne.

Cadre conceptuel

Dans ce contexte, pouvoir réévaluer l'efficacité externe de l'éducation en Afrique apparaît ainsi comme un enjeu de haute importance. Les analyses traditionnelles ciblant l'efficacité externe¹ des systèmes éducatifs s'intéressent à l'influence de l'éducation reçue par les individus après qu'ils sont sortis des écoles et des établissements de formation pour mener à bien leur vie d'adulte au sein de la société. Ces effets sont de deux ordres, économiques dans un sens étroit, sociaux dans une conception plus large, et peuvent être lus à travers deux dimensions complémentaires : individuelle d'une part, collective d'autre part.

Dans cette étude, nous nous restreignons à la dimension économique de l'efficacité externe de l'éducation. L'analyse des effets individuels de l'éducation dans la sphère économique s'est souvent attachée à l'étude des différentiels interindividuels de gains. Ces derniers résulteraient de compensations salariales reçues par les travailleurs en fonction de leurs différents niveaux de dotations en capital humain. Ainsi, la théorie traditionnelle du capital humain a-t-elle eu une implication importante pour les pays pauvres parce qu'elle donne une interprétation des différences de revenus entre individus sur le marché du travail. Le modèle de gains de Mincer (1974) relevait directement de l'hypothèse établie par la théorie selon laquelle les individus sont rémunérés à leur productivité marginale. Dès lors, il apparaissait clairement que les efforts d'investissement en éducation sont à la base de la répartition des revenus. La théorie

traditionnelle en vient en effet à considérer que les différentiels de salaires entre les individus ne sont dus qu'à des différences entre eux de niveau d'éducation, puisque le marché égalise le revenu d'individus à niveau de formation égal. Une implication forte en termes de politique économique est que, sous cette hypothèse, pour réduire les inégalités dans la répartition des revenus d'un pays, il faudrait commencer par réduire celles dans l'accès à l'éducation.

Les politiques éducatives peuvent contribuer à réduire la pauvreté en augmentant les revenus du travail des travailleurs les mieux éduqués. Dans une telle situation, il est utile de connaître les rendements de l'éducation pour les individus de différents niveaux de vie et dans différents pays. Si les rendements de l'éducation sont élevés pour les individus issus des familles pauvres, combattre la pauvreté par le biais de politiques visant à favoriser l'égalité des chances d'accès à l'école est une politique appropriée. Cependant, des objections et critiques nombreuses ont été formulées sur le fait que l'éducation – et donc la productivité – puissent être les seuls déterminants des écarts de rémunérations entre individus. Les modèles initiaux ayant été imaginés dans un contexte de pays industrialisés (les États-Unis essentiellement), de nombreux auteurs ont en effet montré que, dans le contexte africain notamment, les théories traditionnelles prédisant l'égalisation des niveaux de revenus entre individus de niveaux de dotation en capital humain identiques s'accordent mal avec l'existence de marchés imparfaits ou segmentés.

En effet, dans la plupart des pays africains, les marchés sont non seulement imparfaits mais la nature des contrats de travail interfère de façon significative dans le lien entre les caractéristiques de capital humain et les gains. Il est notamment couramment reconnu que quatre types de marchés du travail coexistent dans les pays en développement, à savoir : rural, public, privé formel et informel. Ces marchés présentent des caractéristiques qui leur sont propres comme la saisonnalité dans l'emploi, l'incertitude sur le niveau de la demande, la nature des contrats ainsi que la structure des salaires et des gains (Adams, 1991 ; Ray, 1998 ; Hess et Ross, 1997 ; Schultz, 2004).

¹ Par opposition, « les analyses ciblant l'efficacité *interne* des systèmes éducatifs concernent les processus scolaires et le fonctionnement des établissements d'enseignement : de façon générale, elles mettent en regard les activités et modes d'organisation de l'école avec les résultats obtenus chez les élèves alors que ceux-ci sont encore dans le système en recherchant les situations les plus coût-efficaces » (Mingat et Suchaut, 2000, p. 170).

Pourtant, de nombreuses études faisant référence à l'efficacité externe de l'éducation dans ces pays (notamment sur les questions d'adéquation formation-emploi ou sur les rendements privés de l'éducation) ignorent le fait que l'existence de différents segments d'emploi peut avoir des implications majeures s'agissant du rôle de l'éducation dans l'insertion sur le marché du travail. Vijverberg (1995) observe que certains types d'emploi comme le travail indépendant ne peuvent pas être liés aux références (*credentials*) des individus, ou à une quelconque échelle des rémunérations, de sorte que l'éducation ne peut avoir qu'un rôle mineur dans l'explication du niveau des gains individuels. Bennell (1996) note pour sa part que nombre d'études sur les pays en développement s'appuient sur des données de salariés du secteur formel et ignorent ainsi les revenus dans les secteurs ruraux et informels pour lesquels les rendements de l'éducation sont probablement très bas. Glewwe (1996) révèle également que la structure des salaires dans le secteur privé reflète davantage l'impact de l'éducation sur la productivité des travailleurs que ce n'est le cas dans le secteur public.

L'objectif de notre étude est d'analyser les effets de l'éducation sur la participation au marché du travail urbain et la rémunération du travail dans sept pays d'Afrique de l'Ouest. Grâce à des données d'enquêtes ménage récentes, comparables et de première main sur sept grandes métropoles d'Afrique francophone (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey et Ouagadougou), nous pouvons élargir la gamme et la finesse des indicateurs généralement utilisés pour évaluer l'efficacité de l'éducation pour l'insertion sur le marché du travail en Afrique de l'Ouest, de façon homogène sur l'ensemble des métropoles. En particulier, il s'agit de re-estimer les déterminants des revenus du travail, notamment l'effet de l'éducation, mais en différenciant les individus selon leur secteur d'appartenance institutionnel (public / privé formel / privé informel). Nos données d'enquêtes ménage nous permettent en effet non seulement de corriger les biais éventuels d'estimation liés à l'endogénéité de la participation au marché du travail rémunéré (biais de sélection), mais aussi ceux liés aux choix sectoriels des individus. Il est en effet couramment reconnu que des caractéristiques

individuelles observables (comme le capital humain en général), mais aussi inobservables des individus, influent à la fois sur ces décisions de participation et sur le niveau des gains individuels.

L'éducation : un facteur encore rare qui ne protège pas vraiment du chômage...

Toutes générations confondues, l'accumulation de capital scolaire reste faible dans l'ensemble des sept villes : le nombre moyen d'années d'études réussies est de seulement 5 ans environ et plus de la moitié (55 %) des personnes de 15 ans ou plus soit n'a jamais fréquenté l'école, soit y est allée mais n'a pas achevé le cycle primaire. Or, l'acquisition de la lecture et de l'écriture à l'âge adulte n'est considérée comme définitive que pour les personnes ayant achevé au moins le cycle primaire. On peut donc estimer à 45% environ la proportion des personnes de 15 ans pouvant tirer partie de l'éducation dans les grandes villes de l'UEMOA au début des années 2000. De plus, le niveau d'instruction de ces « lettrés » est extrêmement modeste puisque près de la moitié n'a pas franchi la classe de Troisième (fin du collège), et moins d'un quart a achevé le second cycle du secondaire, avec une inscription éventuelle dans l'enseignement supérieur. La distribution des personnes de 15 ans ou plus selon le niveau d'instruction dans chacune des métropoles prises individuellement se caractérise par cette forme pyramidale à base élargie et à sommet très effilé, symptomatique d'une proportion élevée de personnes sans bagage scolaire minimal (au moins 44%) – c'est-à-dire ayant au moins achevé le primaire – et de taux de déperdition inter et intra cycles importants. Cependant, la performance des systèmes éducatifs au cours du temps est moins négative. Malgré des classes d'âge de plus en plus nombreuses et un contexte économique défavorable, le taux de scolarisation n'a cessé de progresser depuis les indépendances. Les pays sahéliens rattrapent leur handicap initial, tandis que dans tous les pays l'écart entre garçons et filles tend à se combler. Il est cependant possible que cette démocratisation quantitative ait été compensée par une dégradation de la qualité de l'enseignement. Un autre élément marquant du paysage éducatif des grandes villes de l'UEMOA est le faible poids de l'enseignement technique qui ne dépasse

jamais 2 % des personnes de plus de 15 ans, à l'exception notable de Bamako où il représente 6 % de cette population.

La rareté du capital humain ne semble pas toujours être, pour ceux qui le possèdent, un rempart contre le chômage. Ceci est particulièrement vrai à Lomé où le chômage est strictement croissant avec le niveau d'étude (il passe ainsi de 8% chez les personnes sans éducation à 23% chez ceux ayant fait des études supérieures). Dans les autres métropoles, les évolutions sont moins linéaires. Dans la plupart des cas, le chômage tend d'abord à croître avec le niveau d'étude, mais décroît ensuite à partir du secondaire (second cycle complet) ou du supérieur. C'est en l'occurrence le cas à Cotonou, Dakar et Ouagadougou, où le fait d'avoir suivi des études supérieures atténue quelque peu l'ampleur du chômage. Les résultats des analyses multivariées confirment la plus faible exposition au chômage des individus sans le bagage scolaire minimum, qui traduit probablement de plus faibles aspirations en matière d'emploi.

... mais favorise l'accès au secteur formel et procure de meilleures rémunérations

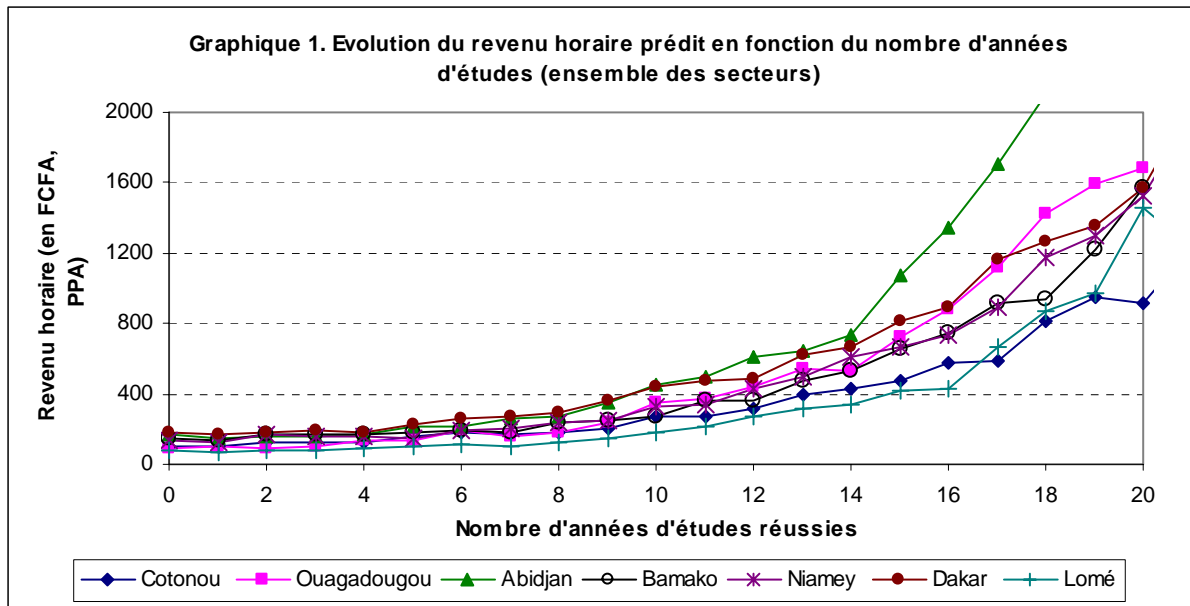
Pour l'ensemble des métropoles, la quasi-totalité (91%) des personnes occupées n'ayant pas commencé ou achevé le cycle primaire exerce dans le secteur informel. Avoir terminé le primaire fait baisser la part du secteur informel à 75% et avoir achevé le premier cycle du secondaire ramène cette proportion à 50%. Enfin, chez les personnes ayant suivi l'enseignement supérieur, le secteur informel ne représente plus que 19%. A quelques fluctuations près, cette configuration vaut pour toutes les métropoles.

Dans l'ensemble des agglomérations, le revenu mensuel varie de 38.000 FCFA (58 euros) chez ceux n'ayant pas le socle minimum de connaissances (sans niveau ou primaire incomplet) à 122.000 FCFA (186 euros) pour ceux ayant achevé le second cycle du secondaire. Le passage au supérieur se traduit

par un saut quantitatif très important, avec un quasi doublement de la rémunération du travail (qui passe de 122.000 à 228.000 FCFA, soit de 186 à 348 euros). Cette forte prime à l'enseignement supérieur existe dans tous les secteurs d'activité et ce quelle que soit la métropole considérée, à l'exception notable du secteur informel à Abidjan dans lequel avoir suivi des études supérieures n'apporte aucun supplément de gains.

Un rendement marginal privé croissant de l'éducation

Quelle que soit la ville considérée, il existe une convexité du rendement de l'éducation en fonction du niveau scolaire atteint. Cela signifie que l'éducation influence de façon croissante la rémunération du marché du travail et donc que le rendement marginal augmente au fil de l'accumulation du capital humain (Graphique 1). Ce résultat, robuste à différents types de spécification, va à l'encontre du modèle traditionnel d'accumulation du capital humain pour lequel le rendement marginal de l'éducation est supposé constant voire décroissant. La convexité observée ici a déjà été constatée par Söderbom, Teal, Wambugu et Kahyarara (2004) sur des échantillons de salariés d'entreprises manufacturières en Afrique anglophone (Kenya et Tanzanie) mais jamais, à notre connaissance, sur des échantillons représentatifs de milieux urbains en Afrique. Ce résultat est d'importance car l'idée selon laquelle l'éducation primaire serait un instrument efficace de lutte contre la pauvreté repose en partie sur l'hypothèse de concavité de la fonction de gains qui stipule que l'éducation devrait être plus rentable dès les premières années de scolarité. Sur ce postulat, ont en effet été formulées les recommandations de politiques visant à privilégier l'éducation primaire en Afrique sub-saharienne (Psacharopoulos et Patrinos, 2002). Le fait que le rendement marginal s'accroisse au fil de l'accumulation du capital humain est en grande partie imputable à l'explosion du revenu observée lors du passage du secondaire au supérieur.

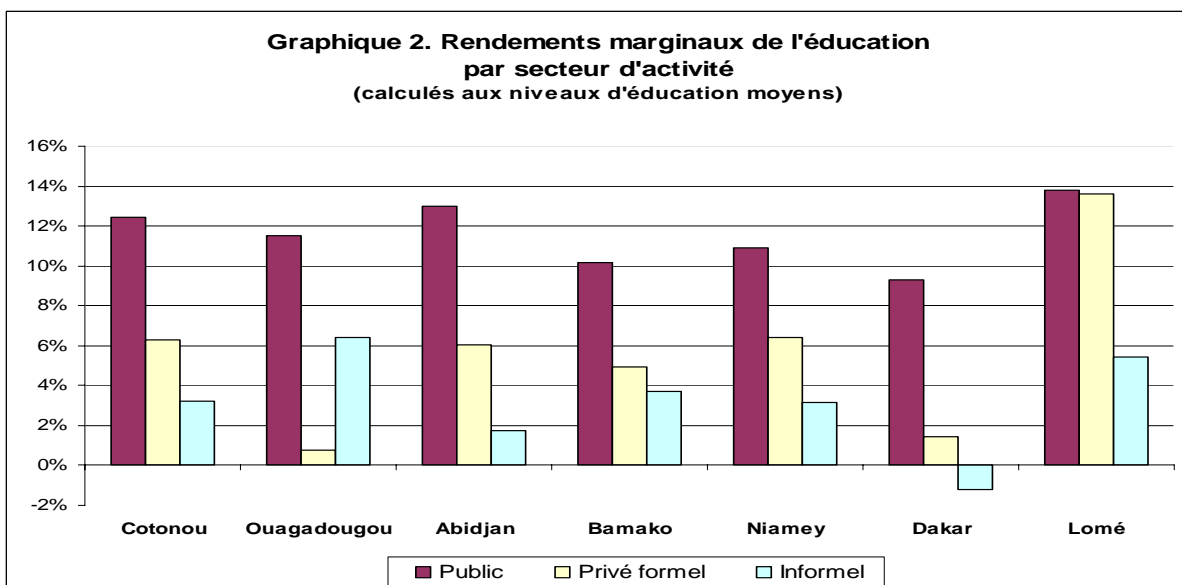


Source : Enquêtes 1-2-3, Phase 1 (*Emploi*), 2001-2002, Instituts Nationaux de la Statistiques, AFRISTAT, DIAL ; calcul des auteurs.

Des rendements globalement élevés dans le secteur public, assez faibles et très dispersés dans les secteurs privés formel et informel

L'estimation des fonctions de gains par secteurs institutionnels montre que le secteur public est de loin celui où l'éducation est la plus valorisée (Graphique 2), avec un rendement marginal (à l'éducation moyenne) compris entre 9,3 % (à Dakar) et 13,8 % (à Lomé) ; ce qui reflète largement la grille salariale appliquée aux fonctionnaires, déterminée en fonction du diplôme et de l'ancienneté. Ensuite vient le secteur privé

moderne et, enfin, le secteur informel, à l'exception de la capitale du Burkina Faso où le secteur informel semble plus valoriser les acquis scolaires que le secteur privé formel. Le fait que la fonction de gains soit convexe invite à approfondir les analyses en mesurant le rendement à différents niveaux d'instruction et non plus seulement au point moyen. Pour ce faire, nous avons procédé à l'estimation des rendements marginaux des diplômes, ce qui permet de rendre compte de la qualité du parcours scolaire et d'effets de filtre potentiels que stimulerait l'obtention d'une certification (Arrow, 1973 ; Spence, 1973).



Source : Enquêtes 1-2-3, Phase 1 (*Emploi*), 2001-2002, Instituts Nationaux de la Statistiques, AFRISTAT, DIAL ; calcul des auteurs.

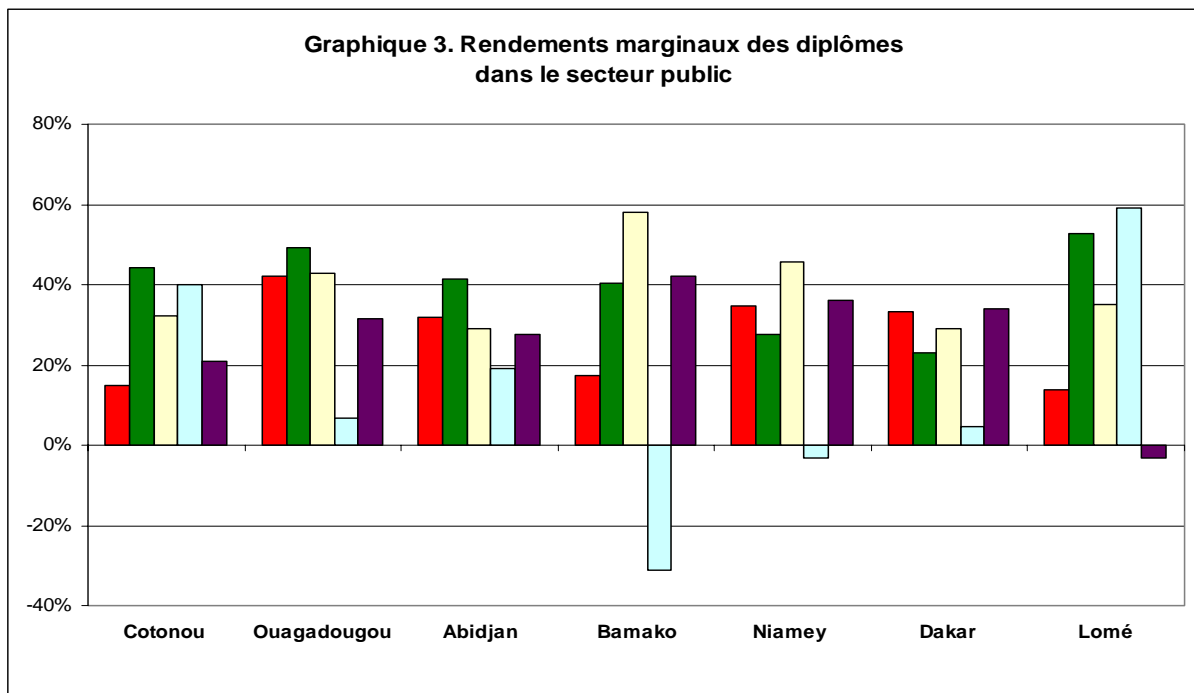
Lecture : A Cotonou, pour un individu ayant le niveau d'éducation moyen, une année d'éducation supplémentaire accroît la rémunération d'un peu moins de 8% dans l'ensemble des secteurs, etc.

Une prime à l'enseignement professionnel et technique, y compris dans le secteur informel

Le résultat le plus frappant est que, suivant les métropoles, un certain nombre de diplômés n'ont pas de rentabilité marginale intrinsèque positive. Cette situation reflète soit l'inadéquation entre les formations concernées et les besoins du marché du travail, soit le fait que certains diplômés ne seraient en réalité pas adressés au marché du travail mais n'auraient pour seule fin que de permettre l'accès à des échelons supérieurs de l'enseignement. Si cette dernière hypothèse peut être avancée pour expliquer la faible rentabilité marginale de quelques diplômés dans les secteurs publics des sept métropoles (comme les filières courtes de l'enseignement supérieur à Bamako, Ouagadougou, Niamey et Dakar, Graphique 3),

le fait qu'un nombre important de diplômés aient des gains additionnels nuls ou négatifs dans le secteur privé formel (Graphique 4) suggère, comme nous le soulignons en introduction, que beaucoup de formations mises en place par l'Etat ne correspondent pas aux besoins du marché du travail de ce secteur.

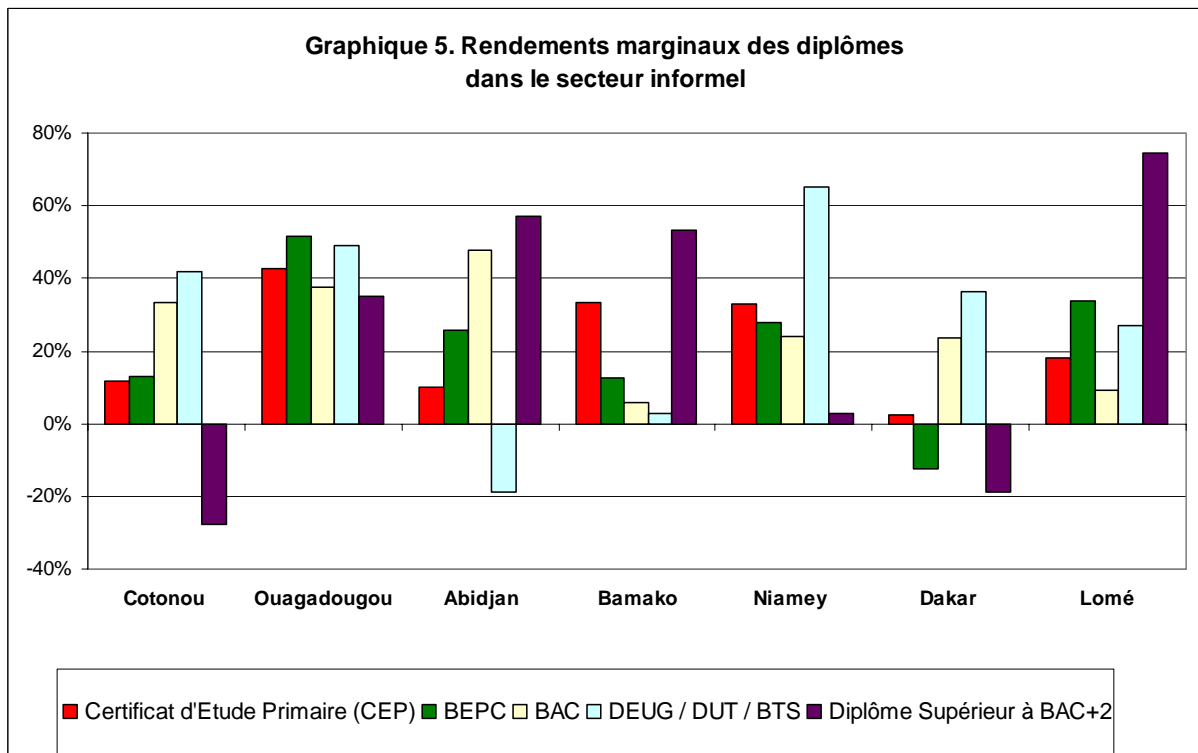
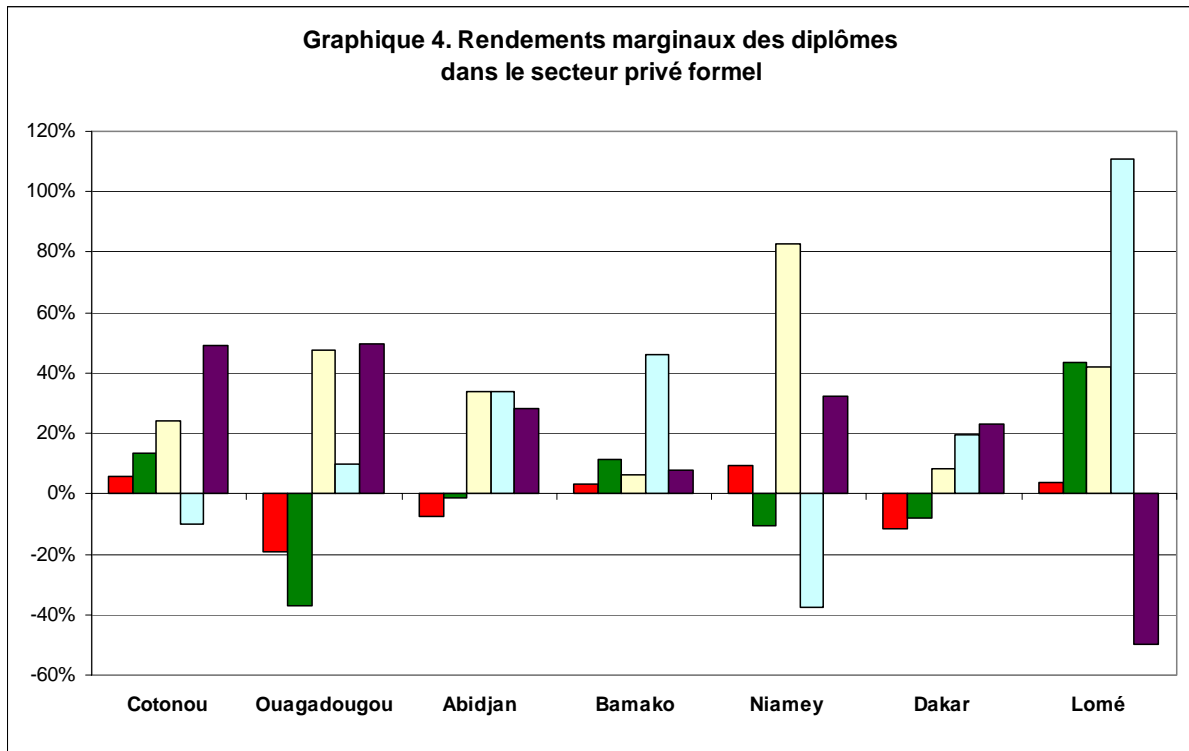
Aucune métropole n'échappe à cette déconnexion entre niveau de formation révélé par le diplôme et rémunération obtenue sur le marché du travail privé formel. Dans le secteur informel (Graphique 5), les gains marginaux semblent plus en cohérence avec le niveau de formation acquis que dans le privé formel (mais moins que dans le secteur public). Il s'agit-là d'un résultat qui va à l'encontre de l'idée selon laquelle le secteur informel ne valoriserait pas le capital scolaire.



Source : Enquêtes 1-2-3, Phase 1 (*Emploi*), 2001-2002, Instituts Nationaux de la Statistique, AFRISTAT, DIAL ; calcul des auteurs.

Note : Les rendements marginaux sont obtenus en soustrayant au coefficient associé au diplôme considéré (diplôme d) la valeur du coefficient du diplôme immédiatement inférieur (diplôme d-1). Le rendement du CEP est calculé par différence à la catégorie « sans diplôme », celui du BEPC s'obtient en différence au rendement du CEP, celui du BAC en différence à celui du BEPC, etc. Ces rendements marginaux permettent ainsi de mesurer la valeur additionnelle de chaque diplôme et non la valeur par rapport à « sans diplôme » qui, sauf exception, ne peut être que positive.

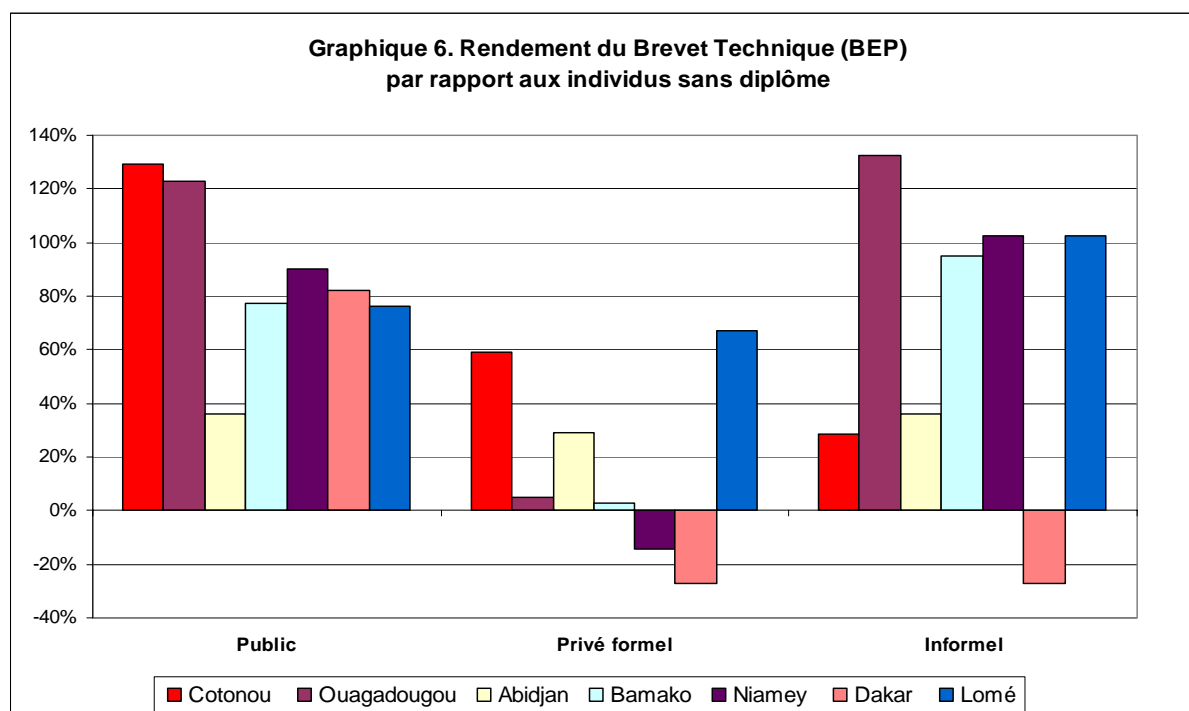
Lecture : A Cotonou, dans le secteur public, le CEP accroît les rémunérations de 15% environ par rapport à l'absence de tout diplôme ; le BEPC de plus de 40% par rapport au CEP ; le BAC de plus de 30% par rapport au BEPC, etc.



Source : Enquêtes 1-2-3, Phase 1 (Emploi), 2001-2002, Instituts Nationaux de la Statistique, AFRISTAT, DIAL ; calcul des auteurs.

Plus encore, la rentabilité de l'éducation dans le secteur informel s'illustre de façon spectaculaire par la prime de revenus que les individus peuvent percevoir lorsqu'ils possèdent un diplôme de l'enseignement

technique ou professionnel (en particulier le Brevet Technique, Graphique 6), secteur où le rendement du technique dépasse bien souvent celui que le même diplôme peut procurer dans le secteur privé formel.



Source : Enquêtes 1-2-3, Phase 1 (*Emploi*), 2001-2002, Instituts Nationaux de la Statistiques, AFRISTAT, DIAL ; calcul des auteurs.

Finalement, même si elle ne constitue pas toujours un rempart contre le chômage, l'éducation est un facteur incontestable d'accroissement des gains sur les marchés du travail urbains en Afrique de l'Ouest. Au-delà de ce résultat somme toute attendu, nos analyses ont permis de mettre en évidence la complexité des mécanismes par lesquels le capital scolaire est valorisé sur le marché du travail. Ainsi, alors que les théories classiques supposent des rendements marginaux constants ou concaves, ce qui assurerait une rentabilité immédiate et élevée dès les premières années de la scolarité, les données des *enquêtes 1-2-3* ont permis de mettre au jour des rendements de l'éducation convexes dans les grandes villes d'Afrique de l'Ouest. Ce résultat signifie que stimuler l'accès à l'éducation primaire ne s'avérerait efficace pour la réduction de la pauvreté qu'à la condition que les individus touchés par ce type d'incitation puissent poursuivre leurs études afin de profiter pleinement des rendements marginaux élevés associés aux études longues. Cependant, cela pose la délicate question de la gestion des flux de sortie des effectifs des cycles secondaire et supérieur général, qui ne peut certainement faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur le contenu des formations (trop) généralistes reçues afin de les réadapter aux exigences de la demande de travail.

Le second apport de cette étude est d'avoir montré que le capital éducatif, y compris à des niveaux élevés, permet un accroissement substantiel des gains dans le secteur informel de la plupart des grandes villes étudiées. Ce résultat a une portée politique forte : on assiste à l'explosion dans les villes africaines du nombre de jeunes hautement qualifiés mais qui ne trouvent pas de travail correspondant à leurs qualifications dans les secteurs formels. Si leur bagage scolaire leur permet, dans le secteur informel, d'être plus productifs (à travers certainement l'innovation et l'adaptation) que leurs homologues peu ou pas éduqués, les investissements consentis pour leur éducation ne sont pas perdus. Sachant que le secteur informel a créé plus de 80 % des emplois urbains en Afrique de l'Ouest au cours de la période récente (Brilleau et al., 2005), concentrer les efforts publics en matière d'emploi dans ce secteur à travers de véritables politiques attractives pour les plus diplômés constitue, au moins à court terme, une alternative sérieuse à la panne de l'emploi observée dans les secteurs public et privé formel.

**Mathias Kuepie,
Christophe Jalil Nordman,
François Roubaud,
IRD, DIAL, Paris**

Références bibliographiques

Banque mondiale (2005), *World Development Report 2006: Equity and Development*, Oxford University Press, New York.

Adams J. (1991), « The Rural Labour Market in Zimbabwe », *Development and Change*, 22 (2), pp. 297-320.

Arrow K. J. (1973), « Higher Education as A Filter », *Journal of Public Economics*, 2, pp. 193-216.

Bennell P. (1996), « Rates of Return on Education: Does the Conventional Pattern Prevail in Sub-Saharan Africa? », *World Development*, 24 (1), pp. 183-199.

Brilleau A., Ouedraogo E. et Roubaud F. (2005), « L'enquête 1-2-3 dans les principales agglomération de l'UEMOA : la consolidation d'une méthode », numéro spécial de la revue *Statéco*, No.99.

Brilleau A., Roubaud F. et Torelli C. (2005), « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité, enquête 1-2-3 Phase 1 », *Statéco*, n° 99, pp. 43-64. Document de Travail DIAL, DT/2004/06:

www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2004-06.pdf

Economic Commission for Africa (2005), *Economic Report on Africa 2005: Meeting the Challenges of Unemployment and Poverty in Africa*, ECA, Addis Ababa, Ethiopia.

Glewwe P. (1996), « The Relevance of Standard Estimates of Rates of Return to Schooling for Education Policy: A Critical Assessment », *Journal of Development Economics*, 51, pp. 267-290.

Hess P. et Ross C. (1997), *Economic Development: Theories, Evidence and Policies*, Fortworth: Dryden Press/Harcourt Brace Publishers.

Kuepie M., Nordman C. et Roubaud F. (2006), « Education and Labour Market Outcomes in Sub-Saharan Africa », Document de Travail DIAL, DT/2006/12.

Mincer J. (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, New York: National Bureau of Economic Research.

Mingat A. et Suchaut B. (2000), *Les systèmes éducatifs africains. Une analyse économique comparative*, Bruxelles, De Boeck Université.

Psacharopoulos G. et Patrinos H.A. (2002), « Returns to Investment in Education: A Further Update », World Bank Research Working Paper 2881, The World Bank.

Ray D. (1998), *Development Economics*, New Jersey, Princeton University Press.

Schultz T. P. (2004), « Evidence of Returns to Schooling in Africa from Household Surveys: Monitoring and Restructuring the Market for Education », *Journal of African Economies*, 13, AERC Supplement, pp. ii95-ii148.

Spence M. (1973), « Job Market Signaling », *Quarterly Journal of Economics*, 87, pp. 355-375.

Vijverberg W.P. (1995), « Returns to Schooling in Non-Farm Self-Employment: An Econometric Case Study of Ghana », *World Development*, 23(7), pp. 1215-1227.

Söderbom M., Teal F., Wambugu A. et Kahyarara G. (2004), « Dynamics of Returns to Education in Kenyan and Tanzanian Manufacturing », CSAE Working Paper Series, 2003-17, University of Oxford.

UEMOA (2004a), *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA. Principaux résultats de l'enquête 1-2-3 2001-2002*, Ouagadougou, décembre.

UEMOA (2004b), *Le secteur informel dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA : performances, insertion, perspectives. Principaux résultats de l'enquête 1-2-3 2001-2002*, Ouagadougou, décembre.

COMMUNICATIONS 1^{er} SEMESTRE 2006

AFD. Conférence-Débat « Le pétrole en Afrique ». Communication de Blaise Leenhardt « *Fiscalité pétrolière au Sud du Sahara : la répartition des rentes* ». (Paris, 22 mai).

AFD, DFID, GTZ et Banque Mondiale. Atelier « Opérationnaliser la Croissance Pro-Pauvres (OCPP) en Afrique de l'Ouest : Promouvoir la croissance et la réduction de la pauvreté à travers une approche régionale ». Communication de Isabel Günther, Mohamed Ali Marouani et Marc Raffinot « *La croissance pro-pauvres au Mali* ». (Bamako, Mali, 11-13 mai).

Centre for the Study of African Economies (CSAE). Reducing Poverty and Inequality: How can Africa be Included? et Global Poverty Research Group (GPRG). Conference on Equity, Opportunity and Identity. (Oxford, Royaume Uni, 19-21 mars). Communications de :

- Thomas Bossuroy, Denis Cogneau, Philippe De Vreyer, Charlotte Guénard, Philippe Leite, Sandrine Mesplé Soms, et Constance Torelli « *Inequalities and Equity in Africa (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Madagascar, Uganda)* » ;
- Lisa Chauvet et Patrick Guillaumont « *Aid, Volatility and Growth with Special Reference to Africa* » ;
- Lisa Chauvet, Sandrine Mesplé-Soms « *FDI and Aid in Africa: Can FDI Substitute for Foreign Aid?* » ;
- Denis Cogneau, Charlotte Guenard, Sandrine Mesple-Soms, Gilles Spielvogel et Constance Torelli « *Development at the Border - A study of National Idiosyncrasies in Post-Colonial West-Africa* » ;
- Marie-Hélène Durand « *Out of School Children in Seven West African Cities: A Within Household, between Households and Neighbourhoods Effects Comparison* » ;
- Flore Gubert et Anne-Sophie Robillard « *Risk and Household Schooling Decisions in Rural Madagascar* » ;
- Flore Gubert et Philippe De Vreyer « *Migration, Self-selection and Return to Education in the WAEMU* » ;
- Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Determinants of Subjective Well-being: the Role of Reference Groups, Capacity to Aspire. A Comparative Analysis using Panel Data for Madagascar and Peru* » ;

- Elise Huillery « *Colonial Institutions, Inequality and Development of Former French West African Colonies* » ;

- Christophe Nordman, Mathias Kuepie et François Roubaud « *Education and Labour Market Outcomes in Sub-Saharan West Africa* » ;

- Christophe Nordman et François Roubaud « *Reassessing the Gender Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar* ».

Centro de Estudios Andaluces, University Pablo de Olavide and University of Seville. Spring Meeting of Young Economists (SMYE). Communication de Thomas Bossuroy et Victor Hiller « *Trends and Structures of Social Mobility in African Countries* ». (Séville, Espagne, 27 mai).

CEPREMAP – GERME -IRIS - CEPN / CNRS – ADIS – MATISSE. Séminaire ARC2. Présentation du livre « Les Nouvelles Migrations » sous la direction de El Mouhoub Mouhoud. Communication de Denis Cogneau et Flore Gubert « *Les migrations favorisent-elles l'insertion des pays du Sud dans la mondialisation?* ». (Paris, 9 janvier).

EHESS. Séminaire Espaces Tiers. Translocalité et circulations migratoires à partir de l'Afrique de l'Ouest. Communication de Flore Gubert « *Cohérences ou contradictions des politiques migratoires et du développement : évaluation et effets des remises à Kayes (Mali)* ». (Paris, 17 mai).

German Marshall Fund. Atelier Migration et développement. Communication de Flore Gubert « *The Migration-Development Nexus. Relevant Aspects for Mali* ». (Washington, Etats-Unis, 24 mai).

Global Development Network (GDN). Seventh annual global development conference « Institutions and Development: At the Nexus of Global Change ». Communication de Javier Herrera « *Moving Out of Poverty: Stylized Facts from Recent Research* ». (St Petersburg, Russie, 20-23 janvier).

IHEM-Université Paris 1. 6^{ème} forum de Bamako « *Quelle Afrique en 2025 ?* ». Séance Santé et démographie. Communication de Philippe Bocquier « *Démographie et pauvreté* ». (Bamako, Mali, 16-17 février).

IREDU. Colloque international « *Économie de l'Éducation: Principaux Apports et Perspectives* ». Communication de Christophe

Nordman, Mathias Kuepie et François Roubaud « *Education and Labour Market Outcomes in Sub-Saharan West Africa* ». (Dijon, 20-23 Juin).

ISSM (CNR), CNR Working Group on « International Economics and Development », CEIS (University of Rome « Tor Vergata »), DISES (University of Salerno). International conference « Bridging the Gap: the Role of Trade and FDI in the Mediterranean ». Communication de Mohamed Ali Marouani « *The MFA Phase Out and Unemployment in Tunisia* ». (Naples, Italie, 8-9 juin).

IZA / World Bank. Conference on Employment and Development. Communication de Christophe Nordman et François-Charles Wolff « *Is There a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker Firm Data* ». (Berlin, Allemagne, 25-27 mai).

Lebanese American University. The 8th International Conference on the Economics and Finance of the Middle East and North Africa. Communication de Mohamed Ali Marouani « *The MFA Phase Out and Unemployment in Tunisia* ». (Byblos, Liban, 22-24 mai).

OCDE-CAD. 6th Meeting of the Fragile States Group (FSG). Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Helping Fragile States: What Interventions Promote Change, and What Improves the Chances of Project Success?* ». (Paris, 15 juin).

OMC et Université du Caire. Regional workshop on WTO matters. Session « Development aspects of Regional Trade Integration ». Communication de Mohamed Ali Marouani « *Regional Trade Agreements in the MENA Region : The Case of Tunisia* ». (Le Caire, Egypte, 30 mai-1er juin).

PNUD. « International follow-up conference of new or restored democracies ». Communication de Javier Herrera et François Roubaud « *Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons Drawn from Household Surveys in Sub-Saharan Africa and Latin America* ». (Ulaanbaatar, Mongolie, 1-2 juin 2006).

Royal Economic Society. Conférence annuelle 2006. Communication de Christophe Nordman et Rosa Fernández « *Are there Pecuniary Compensations for Working Conditions in the UK?* ». (Nottingham, Royaume-Uni, 18-20 avril).

The Kiel Institute for the World Economy. 1st PEGNet Workshop. Communication de Denis Cogneau et Anne-Sophie Robilliard « *Simulating Targeted Policies with Macro*

Impacts: Poverty Alleviation Policies in Madagascar ». (Kiel, Allemagne, 28 avril).

UIESP. Division de la Population des Nations Unies et Université de Columbia. Séminaire Rethinking the Estimation and Projection of Urban and City Populations. Communication de Philippe Bocquier « *New Forecasting Methods - What Principles Should Guide US* ». (New York, Etats-Unis, 9-10 janvier).

Université d'Auvergne. Séminaire d'Economie du Développement du CERDI. Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Policy Turnarounds in Failing States* ». (Clermont-Ferrand, 2 février).

Université de Nantes. Communication de Philippe De Vreyer, Flore Gubert et François Roubaud « *Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU* ». (Nantes, 17 mai).

Université de Nantes. 23^{èmes} Journées de Microéconomie Appliquée. (Nantes, 1-2 juin). Communications de :

- Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard « *Risk and Household Schooling Decisions in Rural Madagascar* » ;

- Charlotte Guénard et Sandrine Mesplé-Somps « *Measuring Inequalities: Do the Surveys Give a Real Picture? Study of Two Surveys in Cote d'Ivoire and Madagascar* » ;

- Christophe Nordman et François-Charles Wolff « *Is There a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker Firm Data* ».

Université de Paris 1. Séminaire Transition et Développement. Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Helping Hand? Aid to Failing States* ». (Paris, 23 mai).

Université de Paris 1. Communication de Philippe De Vreyer, Flore Gubert et François Roubaud « *Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU* » (Paris, 24 avril).

UNU-WIDER. Conference Aid Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Helping Hand? Aid to Failing States* ». (Helsinki, Finlande, 15-17 juin).

World Bank. Conférence ABCDE. Communication de Sylvain Chabe-Ferret, Julien Gourdon, Mohamed Ali Marouani et Tancrede Voituriez « *Trade-Induced Changes in Economic Inequalities: Assessment Issues and Policy Implications for Developing Countries* ». (Tokyo, Japon, 29-30 mai).